

ENGLISH VERSION AT THE END

VERSION FRANÇAISE:

ENTREE EN FRANCE

Tous les ressortissants étrangers qui souhaitent venir en France, doivent être en mesure de présenter à la frontière les justificatifs réglementaires relatifs à l'objet du séjour, aux moyens d'existence et aux conditions d'hébergement (certificat d'hébergement dûment complété par un particulier ou réservation d'hôtel). **Selon la nationalité, la durée et le motif du séjour, un visa est nécessaire. Il doit être délivré avant le départ auprès des services consulaires français.**

1/ Les différents types de visas

VISA COURT SEJOUR	Durée du séjour	Observations	Tarif
Visa de transit aéroportuaire Type A	Maximum 48 heures	Autorise le transit en zone internationale d'un aéroport, sans accéder au territoire national	60 euros
Visa de transit Type B	Maximum 5 jours	Permet de transiter sur le territoire national pour se rendre au lieu de destination	60 euros
Visa de court séjour ou de voyage- Type C	Maximum 90 jours	Visa valable pour une ou plusieurs entrées dans le cadre de visite touristique, familiale, privée, voyage d'affaires, <u>soins médicaux</u>, travail temporaire (autorisation ddtefp) tant qu'il ne dépasse pas trois mois	60 euros
VISA LONG SEJOUR	Durée du séjour	Observations	Tarif
Visa de long séjour temporaire – Type D	De trois à six mois	Dispense d'obtenir une carte de séjour	99 euros
Visa de long séjour Type D	Plus de trois mois	Visa délivré en vue de l'obtention d'une carte de séjour : famille de français, étudiants, salarié, visiteur, membre de famille.	99 euros

A La Réunion, il existe néanmoins des **visas délivrés à la frontière par les services de la police aux frontières, d'une validité maximale de 15 jours, aux ressortissants mauriciens et seychellois dans le cadre d'un court séjour.**

CONDITIONS D'ENTREE ET DE SEJOUR DANS LES DEPARTEMENTS D'OUTRE MER

Les départements d'outre-mer sont soumis à des régimes de circulation et de séjour particulier. Contrairement aux départements métropolitains, ils ne font pas partie de l'Espace Schengen. De ce fait, les autorités consulaires délivrent un visa spécifique pour les DOM.

Les ressortissants de l'Union européenne et toutes les nationalités dispensées de visa pour la France ne sont pas soumis au visa pour l'entrée dans un DOM, à l'exception des ressortissants brésiliens et israéliens.

Concernant certains ressortissants des pays soumis à visa pour l'entrée dans le DOM, le préfet doit être consulté, pour avis, par les autorités consulaires, avant toutes délivrances de visas. Concernant les ressortissants des pays de l'Océan Indien, l'obligation de consultation du préfet varie en fonction du pays et de la durée du séjour.

1/ Pays non soumis à l'obligation de visa pour les courts séjours (inférieurs ou égaux à trois mois)

- ☐ Les ressortissants des pays de l'Union européenne, des pays de l'Espace Economique Européen, d'Andorre, de Monaco et de Suisse, titulaire d'une carte d'identité ou d'un passeport ordinaire en cours de validité.
- ☐ Les ressortissants des pays suivants, titulaire d'un passeport ordinaire en cours de validité : Argentine, Australie, Bermudes, Brunei, Canada, Chili, Corée du Sud, Costa Rica, Croatie, El Salvador, Equateur, Etats-Unis, Guatemala, Honduras, Japon, Malaisie, Malte, Mexique, Nicaragua, Nouvelle-Zélande, Panama, Paraguay, Saint Marin, Saint Siège, Singapour et Uruguay.
- ☐ Les titulaires d'une carte de séjour délivré par la métropole.
A noter que les étrangers non-résidents, titulaire d'un visa Schengen, doivent solliciter auprès de la préfecture métropolitaine, dans laquelle ils se trouvent temporairement, une extension de visa pour le DOM souhaité avec consultation obligatoire du préfet d'outre-mer.

IMPORTANT : La Préfecture de La Réunion indique que « que les ressortissants des territoires outre mer (PTOM) avaient la nationalité - donc le passeport - du pays « de tutelle ». A titre d'exemple, les conditions d'entrée à La Réunion seront ainsi les mêmes pour un citoyen britannique de Londres que pour un ressortissant britannique résidant à Montserrat. »

Dans tous les autres cas non énumérés ci-dessus, le visa est requis.

2/Liste des nationalités soumises à consultation du Préfet

Afghanistan	Albanie	Algérie
Angola	Arménie	Azerbaïdjan
Bangladesh	Biélorussie	Chine
R.Dem du Congo	Corée du Sud	Erythrée
Ethiopie	Georgie	Ghana
Haïti	Irak	Iran
Jordanie	Kazakhstan	Kirghizistan
Liban	Libéria	Libye
Maroc	Moldavie	Nigeria
Ouzbékistan	Pakistan	Palestine
Russie	Sierra Léone	Somalie
Soudan	Sri Lanka	Syrie
Tadjikistan	Taiwan	Tunisie
Turkménistan	Ukraine	Yemen

3/Les pays de la zone Océan Indien

PAYS	Durée du séjour	Consultation
MADAGASCAR	< 10 jours	Facultative
	> 10 jours	Obligatoire
MAURICE	< 15 jours	Exemption (cf. accord franco-mauricien)
	> 15 jours	Obligatoire (cf. accord franco-mauricien)
SEYCHELLES	< 15 jours	Visa Paf délivré à l'arrivée
	> 15 j et < 30 j	Facultative
	> 30 jours	Obligatoire
COMORES		Obligatoire quelle que soit la durée du séjour

Le Préfet peut, dans certaine situation, être saisi d'une demande de prorogation de visa de court séjour. Cette procédure reste exceptionnelle. Seul un motif sérieux, présentant les caractéristiques d'une situation exceptionnelle et imprévue, peut justifier la prorogation d'un visa par le Préfet. Il est en général lié à la situation personnelle du demandeur et fondé, le plus souvent, sur des raisons médicales.

A noter, que seul les visas de type C et plus rarement, les visas délivrés à la frontière sont susceptibles d'être prolongés

Cette prorogation ne pouvant excéder la durée maximum des 90 jours d'un visa de court séjour, il y a lieu de prendre en compte le séjour déjà effectué.

Si l'étranger, dont l'état de santé nécessite le maintien sur le territoire pour une prise en charge médicale, doit prolonger son séjour au-delà de la période des 90 jours, une autorisation provisoire de séjour sera délivrée au ressortissant après avis du médecin inspecteur des services de la Direction Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales. De même, suivant la durée des soins estimée par le médecin inspecteur, une carte de séjour temporaire « vie privée et familiale » étranger malade peut être délivrée, conformément à l'article L.313-11-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers, au ressortissant étranger justifiant d'une année de présence sur le territoire.

ENTRY TO FRANCE

All foreign citizens who wish to come to France must be able to present at the border the regulatory evidences related to the stay's objective, the living means and the accommodation conditions (accommodation certificate duly filled out by an individual or hotel booking). **Depending on the nationality, the duration and the objective of the visit, a travel visa is necessary. It must be delivered before departure by the French consular services.**

1/The various types of travel visa

SHORT STAY VISA	Duration of stay	Observations	Price
Airport transit visa Type A	Maximum 48 hours	Authorises transit in airport's international zone, without access to the national territory	60 euros
Transit visa Type B	Maximum 5 days	Allows transit on the national territory in order to get to the destination place	60 euros
Short stay or travel visa Type C	Maximum 90 days	Visa valid for one or several entries as part of tourist, family, private visits, business trip, medical care, temporary labour (special authorisation from the department "ddtefp") within three months.	60 euros
LONG STAY VISA	Duration of stay	Observations	Price
Temporary long stay visa Type D	From 3 to 6 months	Renders 'carte de séjour' (residence permit) unnecessary	99 euros
Long stay visa Type D	More than 3 months	Visa delivered in view of obtaining a 'carte de séjour' (residence permit): relatives of French, students, employee, visitor, family member.	99 euros

In Reunion Island, travel visa are however in addition issues **at the port of entry by the border police services, to Mauritian and Seychelles citizens as part of a short stay; these visa are valid for a maximum of 15 days.**

ENTRY and STAY CONDITIONS in THE OVERSEAS DEPARTMENTS (OUTERMOST REGIONS OF FRANCE)

The Overseas Departments (Outermost Regions) of France are subject to specific traffic and visitor rules. On the contrary to Departments (Regions) in mainland France (“metropolitan”), they do not belong to the Schengen Area. Therefore, the consular authorities deliver specific visas for these Overseas Departments (Outermost Regions).

EU citizens and all nationalities exempt of travel visa for France are not subject to the visa for the entry to the overseas counties, with the exception of Brazilian and Israeli citizens.

For citizens from a few selected countries subject to travel visa for the entry to the Overseas Departments (Outermost Regions), the Prefect must be consulted by the consular authorities, before any visa deliverance. For citizens from the Indian Ocean region, the requirement to consult the Prefect shall depend on the country of citizenship and on the duration of stay.

1/ Countries exempt from the need for travel visa for short stays (less or equal to three months)

- Citizens from EU countries, from the European Economic Area, from Andorra, Monaco and Switzerland, holder of an ID card or a valid ordinary passport.
- Citizens, with a valid ordinary passport, from the following countries: Argentina, Australia, Bermuda Islands, Brunei, Canada, Chile, South Korea Costa Rica, Croatia, El Salvador, Ecuador, USA, Guatemala, Honduras, Japan, Malaysia, Malta, Mexico, Nicaragua, New-Zealand, Panama, Paraguay, San Marino, Holy See, Singapore and Uruguay.
- Holders of a ‘carte de séjour’ (residence permit) delivered by France (mainland). Please note that non-resident foreigners [i.e. in France] that hold a Schengen Visa, must ask the metropolitan ‘Prefecture’ in the region where they stay temporarily, to issue a visa extension for the desired Overseas Departments (Outermost Regions), after mandatory consultation of the Prefect.

IMPORTANT: The prefecture indicates that « citizens of overseas territories have the nationality – and passport – of the connected EU country ». For example, entry conditions are the same for a British citizen from London and a British citizen living in Montserrat.

In all other cases, not mentioned above, a travel visa is required

2/ List of nationalities subject to consultation of the Prefect

Afghanistan	Albania	Algeria
Angola	Armenia	Azerbaijan
Bangladesh	Belarus	China
Dem. R ; of Congo	South Korea	Eritrea
Ethiopia	Georgia	Ghana
Haiti	Iraq	Iran
Jordanian	Kazakhstan	Kyrgyzstan
Lebanon	Liberia	Libya
Morocco	Moldavia	Nigeria
Uzbekistan	Pakistan	Palestinian
Russia	Sierra Leone	Somalia
Sudan	Sri Lanka	Syria
Tajikistan	Taiwan	Tunisia
Turkmenistan	Ukraine	Yemen

3/Countries from the Indian Ocean Zone

COUNTRIES	DURATION of STAY	Consultation
MADAGASCAR	< 10 days	Facultative
	> 10 days	Mandatory
MAURITIUS	< 15 days	Exemption (see French-Mauritius agreement)
	> 15 days	Mandatory (see French-Mauritius agreement)
SEYCHELLES	< 15 days	“Visa Paf” delivered at entry.
	> 15 days and < 30 days	Facultative
	> 30 days	Mandatory
COMOROS		Mandatory regardless to the duration of stay.

The Prefect can, in certain situations, be requested to extend a short stay visa. This procedure remains exceptional. Only a serious, exceptional and unexpected motive, can justify the visa extension by the Prefect. It is generally bound to the personal situation of the applicant and founded, most often, on medical reasons. Please note that only type C visas and more rarely visas delivered at the border are likely to be extended.

This extension cannot exceed the maximum duration of a short stay visa of 90 days, such that the length of stay already incurred must be taken into account.

If the foreigner, whose health state requires the stay on the territory for a medical treatment, must extend his stay beyond the 90 days period, a temporary authorisation of stay will be delivered to the citizen after the opinion of the doctor inspector of the services of the regional direction of medical and social affairs (‘Direction Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales.’). Also, depending on the duration of the treatment estimated by the doctor inspector, a temporary ill foreigner ‘private and family life’ ‘carte de séjour’ (residence permit) can be delivered, in accordance to article L. 313-11-11 of the foreigner entry and stay code, to the foreign citizen justifying a year-stay on the territory.